



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2023-147-MED

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **- 8 AOUT 2023**

**Arrêté n° 2023-147-MED portant mise en demeure à l'encontre de
la société VALSUD située sur la commune de Fuveau,
dans le cadre des stockages d'andains**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2020-162-A en date du 28 février 2022 autorisant la société VALSUD à exploiter une unité de traitement de biomasse et de déchets verts sur le territoire de la commune de Fuveau ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 15 mai 2023 ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite du site de VALSUD, située sur la commune de Fuveau, en date du 6 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté que :

- pour la zone de l'ancienne champignonnière, les box d'entreposage pour les souches de bois ne sont pas séparés et encadrés sur 3 cotés par des murs en béton coupe feu,
- pour la zone du hangar secondaire, les lignes d'andains 1 et 2 ne sont pas séparées et encadrées sur 3 cotés par des murs en béton coupe feu,
- la hauteur maximale d'entreposage pour de nombreux stockages n'est pas de 1 mètre en dessous du haut des murs de séparation ; dans la plupart des cas, la hauteur maximale d'entreposage est juste en limite du haut des murs de séparation,
- les déchets verts ne sont pas stockés sous forme d'andains et par conséquent l'exploitant ne réalise pas de suivi temporel des andains ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.3.1.1 et 8.3.5 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

.../...

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où le stockage des déchets de bois en limite haute des murs coupe-feu augmente considérablement le risque d'incendie par propagation de matières incandescentes ;

Considérant également que l'absence des dispositions constructives (murs coupe feu) peut occasionner des effets thermiques non maîtrisés et occasionner des effets dominos sur d'autre stockage et éventuellement un incendie généralisé ;

Considérant de plus que la non mise en andain des déchets verts empêche un suivi temporel des déchets et peut entraîner des nuisances olfactives et risque incendie ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VALSUD BIOMASSE de respecter les prescriptions des articles 8.3.1.1 et 8.3.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société VALSUD BIOMASSE exploitant une installation d'une unité de traitement de biomasse et de déchets verts sur le territoire de la commune de Fuveau, Route D6 Lieu dit « Trompe tout l'an » 13710 Fuveau est mise en demeure, **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions des articles 8.3.1.1 et 8.3.5 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2022 suivantes :

- Pour la zone de l'ancienne champignonnière, les box d'entreposage pour les souches de bois sont séparés et encadrés sur 3 cotés par des murs en béton coupe feu ;
- Pour la zone du hangar secondaire, les lignes d'andains 1 et 2 sont séparées et encadrées sur 3 cotés par des murs en béton coupe feu. La distance entre les 2 andains est au minimum de 3 mètres.
- La hauteur maximale d'entreposage pour l'ensemble des zones de stockages est de 1 mètre en dessous du haut des murs de séparation.

La durée de présence d'un andain sur l'installation est au maximum de 2 mois :

- 1 mois au plus pour le constituer ;
- 1 mois de stockage avant enlèvement.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 4

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet d' Aix-en-Provence,
- le Maire de Fuveau,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 28 AOUT 2023

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE